



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<http://www.economiedistributive.fr/Les-dernieres-nouvelles-de-demain>

# Les dernières nouvelles de demain !

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1998 à 2009 - Année 2007 - N° 1072 - janvier 2007 -

Date de mise en ligne : mercredi 31 janvier 2007

## **Description :**

Gérard Henri Brissé énumère bon nombre de mesures qu'un candidat devrait s'engager à prendre.

---

**Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés**

---

La France a perdu en la personne de Geneviève Tabouis une experte dans l'énoncé sagace des dernières nouvelles de demain. De quoi l'avenir, qui avance à grands pas, sera-t-il fait ? Bien malin qui pourrait le dire, tant notre univers contemporain s'avère complexe et bardé d'incertitudes.

D'un côté, des structures présentées hier comme permanentes s'effondrent pas pans entiers. De l'autre, la révolution de l'informatique modifie profondément, dès la prime enfance, nos comportements. La "révolutionnaire" impose une certaine interactivité et donne accès à une grande variété de transactions : avec un téléphone portable on peut converser avec un interlocuteur que l'on voit apparaître sur un petit écran et on a le loisir de consulter la météo, les derniers programmes télé, des sites Internet, etc. Les nanotechnologies nous couvriront de minipuces électroniques préprogrammées pour tout faire. Et nous explorerons (à défaut de conquérir, quel vilain terme !) les confins du cosmos. Porte ouverte sur des milliards d'autres mondes, jusqu'à l'infini de l'espace-temps...

Il faut croire que ces perspectives hallucinantes n'effraient pas les candidats à la magistrature suprême : à la mi-décembre, le Conseil Constitutionnel en avait enregistré plus de 140. Tous n'y accéderont pas, car il faut avoir dans sa besace 500 signatures de maires et élus locaux dans trente départements différents. Telles sont hélas les exigences d'un scrutin qui se veut à vocation universelle mais qui en réalité est plus censitaire que les précédents !

## Un polypier de contradictions

Les délocalisations d'entreprises contribuent à façonner la mondialisation et le village planétaire n'apparaît plus comme une utopie. Mais dans le même temps, la plus grande nation du monde pratique, dans les faits, un protectionnisme "hard" de fort mauvais aloi, avec des moyens financiers, matériels et militaires dont ne disposait pas le colonialisme de jadis, tandis que se multiplient un peu partout les murailles censées séparer des belligérants. Le mur de Berlin est tombé, celui qui séparait en deux factions antagonistes l'Irlande du Nord s'est écroulé, mais une muraille de béton sépare désormais Israël de la Cisjordanie, le Mexique et sans doute bientôt le Canada, des États-Unis ! Le temps n'est plus très lointain où, en Afrique et ailleurs, on cherchera à canaliser les grandes migrations.

Pour en revenir à la France, je voyais récemment sur le petit écran des reportages montrant des seniors parcourir les marchés à la recherche de produits alimentaires jetés à la poubelle parce que quelque peu détériorés. Et on voit surgir un peu partout des SDF, cherchant la chaleur toute relative des bouches d'égoût ou de métro ou s'extirpant, hagards, de tentes aménagées à leur intention. Malgré la révolte de l'Abbé Pierre depuis l'hiver 1954, j'observe que ce phénomène va s'aggravant d'année en année.

Eh bien, je dois dire qu'en rentrant de mission à l'étranger, j'ai honte pour mon pays. Honte de constater qu'il existe de plus en plus de misère, que des jeunes végètent sans avenir et que des retraités sont condamnés à la mendicité pour survivre. Il faudrait augmenter d'au moins 50% les retraites de base pour offrir à ces personnes en détresse un niveau de vie à peu près analogue à celui qu'elles avaient ou pouvaient espérer huit ans plus tôt. On observe aussi la situation lamentable de justiciables qui ne peuvent pas faire valoir leurs droits parce qu'ils n'ont pas de quoi verser des honoraires à un avocat qui rechigne, à juste titre du reste, à préparer une plaidoirie, l'État lui en refusant une rémunération décente.

On nous offre en haut lieu le spectacle lamentable de bonnes intentions, on énonce des grands principes, on organise des réunions et des conférences sur des sujets divers. La réunionnisme aiguë n'a jamais si bien fonctionné ! Mais il n'en sort rien de concret, ou si peu ! Il paraît que l'État manque de moyens financiers, alors que les inégalités sociales et de revenus ne furent jamais aussi flagrantes.

L'attention des candidats à la magistrature suprême est une fois de plus attirée sur ces graves dérives. Il faut examiner dans l'urgence : la place de la personne dans la société, la baisse réelle du niveau de vie de certaines catégories de population, le pré-salaire des étudiants (déjà à l'étude en 1955), la nécessité d'une réforme monétaire pour endiguer la spéculation financière stérile, l'instauration sur cette base d'un revenu social garanti, sa contrepartie d'activité socialement utile et d'un partage équitable des tâches les plus pénibles, l'aménagement de logements sociaux abordables pour les plus modestes, la réhabilitation d'un service public en déshérence, l'urgence d'un apprentissage de l'anti-violence active à tous les échelons de la société, l'instauration d'un service civil de citoyenneté, la réhabilitation de la formation professionnelle, de la recherche, de l'innovation, le développement des transports publics et la promotion du ferroutage, une politique vigoureuse de respect de l'environnement naturel, de lutte contre toutes les pollutions, de gestion des déchets, etc.

Il y a donc du pain sur la planche. Mais que se passe-t-il ? â€œ On multiplie les textes de loi pour se donner bonne conscience, mais en contournant ceux qui sont promulgués et en multipliant les mesures, sur le fond rien ne change. Tout ce petit monde s'affirme "réformiste" à travers de grands discours... inopérants.

Le pouvoir en place ne maîtrise rien, ne planifie plus rien. Il s'oriente dans une voie excessivement dangereuse, celle de l'évanescence de l'État et des pouvoirs publics, alors qu'il est censé protéger les citoyens contre les excès. Cet ultra-libéralisme débridé n'a pour seul guide que la loi du marché et la recherche du profit facile. Même les forces de sécurité se diluent dans une constellation de sociétés privées, maniant la mitraille et la caméra à défaut de bon sens. La loi garantit l'incitation à l'ordre à tout prix [\[1\]](#) !

Récemment fut annoncée la disparition de Milton Friedman, l'économiste américain qui dirigea un mouvement de pensée dit "École de Chicago". Puis Augusto Pinochet, l'ex-dictateur chilien qui fut son bon élève, disparut à son tour, mort dans son lit après avoir organisé la disparition de milliers d'opposants. Retenu plusieurs mois en résidence surveillée en Grande-Bretagne, il n'a jamais été jugé pour ses actions criminelles et pour cause : il était le protégé des faucons de l'ultra-libéralisme d'une hyper-puissance qui tenta de mettre la planète en coupe réglée depuis la guerre de Corée. On ne m'empêchera jamais de déclarer qu'il s'agit aujourd'hui, au Moyen Orient et ailleurs, du même processus de domination d'une hyper-puissance, selon l'expression de l'un de nos plus fins diplomates, Hubert Védrine.

On ne m'empêchera pas non plus d'avoir de solides amitiés aux États-Unis, où lors de mon dernier séjour je suis allé me recueillir au cimetière d'Arlington où l'on a fêté cette année le 85ème Anniversaire du soldat inconnu de l'US Army. Très impressionnante est la relève de la Garde devant le monument de marbre blanc. Je ne pouvais m'empêcher de songer aux soldats américains qui, chaque jour, tombent sur le sol irakien. On ne m'empêchera pas de saluer le Démocrate et écologiste Al Gore, et l'attitude courageuse d'un Ralph Nader, défenseur acharné des consommateurs, face aux menées criminelles d'un G.W. Bush. Cette opinion est du reste partagée aujourd'hui par une majorité d'Américains !

## Des priorités absolues

Nous allons aborder en France une échéance électorale cruciale. Parmi les principaux candidats se détachent trois Nicolas [\[2\]](#). Le premier mélange tout à la fois des fonctions liées à l'exécutif et au législatif : il est ministre d'État, tout en prétendant être en "rupture" avec son gouvernement, président d'un Conseil général des plus prospères et chef de parti. Et après être allé serrer la main d'un président américain désavoué par son opinion publique, il ne dissimule pas son admiration pour "le modèle" américain : il veut bâtir une « Europe très atlantiste ». Le second affiche des opinions très gaullistes. Le troisième se présente en sauveur de la planète : il sera pris très au sérieux aussi longtemps qu'il annoncera une candidature de témoignage. Quant au prétendant centriste j'attends qu'il prenne plus clairement position sur sa conception d'une économie distributive.

Du côté de l'opposition, je serai très attentif au "Désir d'avenir" d'une candidate qui est la seule à avoir répondu à mes propositions [3]. Elle devra cependant affiner ses orientations. À propos de son déplacement à l'étranger, et particulièrement au Moyen Orient, elle fut la cible de critiques fort mal inspirées. On ne saurait jamais autant encourager le dialogue amorcé par les partisans d'un ordre de paix. L'agitation qui se développe dans différents pays est très dangereuse à moyen terme pour notre propre sécurité. La troisième Guerre mondiale a commencé en septembre 2001. Elle a frappé en plein coeur l'hyper-puissance, qui se jugeait invincible. Elle n'a pas épargné l'Europe, à Madrid et à Londres.

La France ne recouvrera une place honorable en Europe et dans le monde que si, à Paris, on redéfinit clairement, de la région à la nation, du continent européen au consortium planétaire, qui doit faire quoi. Quelles sont les prérogatives et les compétences d'une puissance comme la France dans le monde d'aujourd'hui ? Les Nations-Unies, dans le cadre d'une organisation qui date de 1945, représentent-elles les États tels qu'ils sont actuellement ? Tous ceux qui militent en faveur d'un ordre de paix ne devraient-ils pas être représentés au sein d'une Assemblée constituante des Peuples ? N'est-il pas opportun de recentrer en territoire neutre (par exemple à Genève) une Organisation des Peuples Unis, une Organisation des Nations Unies au sein d'un Gouvernement Fédéral Mondial, ayant des compétences de gestion planétaire, et de contrôle dans des domaines d'action et d'intervention bien précis ? N'est-il pas temps, à l'issue d'un référendum sur l'Europe, de repenser l'organisation d'une Europe Confédérale des États et des Peuples, où l'on ferait clairement la part entre ce qui relève de la gestion européenne et celle des régions ou des États, selon le principe de subsidiarité ? L'erreur serait de vouloir construire les États-Unis d'Europe sur le modèle américain. Nous n'avons pas la même histoire, nous sommes tributaires d'un passé différent. Si ces signaux sont clairement perçus comme tels, nous aurons fait en 2007 un grand pas en avant dans la rénovation de la France.

---

[1] Selon Le Monde (16/12/2006), « l'armée des gardes de sécurité veille sur la Russie », où on dénombrerait quelque 17.000 sociétés de gardiennage privées, qui occuperaient 4,5 millions d'employés qui, entre autres tâches, « veillent sur la fortune et les personnes des nouveaux hommes d'affaires ». La Russie n'est pas la seule concernée par ce phénomène. Il en est de même dans d'autres régions de la planète, en Irak par exemple, où les entreprises stratégiques ou à haut rendement osent s'installer et ne manquent pas de s'entourer de satrapes surarmés entièrement dévoués aux investisseurs privés !

[2] Les festivités à la gloire de Saint Nicolas, présenté comme l'ancêtre du Père Noël distribuant des jouets aux enfants, sont remises à l'ordre du jour... commercial. Mais pour l'instant la population n'entrevoit dans le sillage du bon et généreux Saint Nicolas que la silhouette du Père Fouettard et de sa panoplie "punitive" et répressive.

[3] Si la réforme de la justice est escamotée, sauf pour faire la fortune des marchands de caméras, les propositions portant sur un revenu social garanti basé sur une monnaie spécifique non thésaurisable, s'inscrivent parfaitement dans le cadre plus général d'une société plus juste. L'une des revendications clairement formulée est la réforme en profondeur de la fiscalité par une modification de l'assiette de recouvrement de l'impôt sur le revenu et des prélèvements obligatoires sur les salaires, qui alimentent certains budgets, celui de la Sécurité Sociale en particulier. Les prélèvements obligatoires sur les salaires sont devenus une aberration dès lors que le niveau de ces derniers stagne, voire diminue en pouvoir d'achat de façon alarmante. En outre les salaires sont caractérisés aujourd'hui par leur précarité. Dans ces conditions, un budget qui puise ses ressources dans ce dispositif d'un autre âge est voué à un déficit croissant ! Le prélèvement à la source, qui n'est qu'un alignement sur les modes opératoires pratiqués par les autres pays européens, ne fera que déplacer le problème et non pas le résoudre fondamentalement. Il contiendra toujours les mêmes ingrédients d'injustices et d'inégalités.